



MARCHE DE FOURNITURES ET SERVICES

OBJET :

**Maintenance préventive et corrective des équipements de
fermeture automatique installés sur les Pôles Immobiliers
de Tours, Fondettes,
La Riche (37) et Blois (41)
à l'Université de Tours**

Période 2026-2029

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Article I.	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	3
Article II.	OBJET DU MARCHE ET CHAMP D'APPLICATION	3
Article III.	NATURE DU MARCHE ET DUREE	3
Article IV.	DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE	4
Article V.	DROIT, LANGUE ET MONNAIE	4
Article VI.	CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PRESTATION	5
6.01	Représentants de l'Université de Tours et du titulaire	5
6.02	Durée des travaux d'entretien	5
6.03	Modifications du volume des installations	5
6.04	Remise des installations en fin de marché	6
6.05	Prise en compte des considérations environnementales	6
6.06	Dispositions diverses	6
Article VII.	VERIFICATION PAR L'UNIVERSITE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS 7	
Article VIII.	GARANTIE TECHNIQUE ET ASSURANCE DU TITULAIRE	7
Article IX.	PRIX	7
9.01	Prix de base initial	7
9.02	Révision du prix	7
Article X.	PAIEMENTS	8
Article XI.	RETENUE DE GARANTIE	10
Article XII.	CAUTIONNEMENT	10
Article XIII.	AVANCES	10
Article XIV.	ACOMPTES	11
Article XV.	PENALITES	11
15.01	Pénalités de retard	11
15.02	Pénalités pour mauvais fonctionnement	12
15.03	Pénalités pour taux d'indisponibilité	12
15.04	Pénalités pour défaut de vérification réglementaire	13
15.05	Pénalité pour tout autre manquement aux autres obligations contractuelles	13
Article XVI.	ORGANISATION DU TRAVAIL	13
16.01	Liste nominative du personnel (art. R4511.10 et R4511.11 du Code du Travail)	13
16.02	Encadrement du personnel	13
16.03	Accès aux locaux et équipement (art. R4512.2 et R4512.3 du Code du Travail)	14
Article XVII.	CONDITIONS DE TRAVAIL	14
17.01	Travailleurs étrangers	14
17.02	Travailleurs d'aptitude physique restreinte	14
17.03	Vêtements de travail	14
17.04	Comportement du personnel	14
Article XVIII.	PREVENTION ET SECURITE DE LA MAIN D'ŒUVRE	14
18.01	Coordination	15
18.02	Mesures de prévention préalable à l'exécution du marché	15
18.03	Accès aux sites et aux locaux intégrés au marché	15
18.04	Sécurité des salariés	15
Article XIX.	HYGIENE ET SECURITE (art. R.237-7 et R.237-9 du Code du Travail)	16
Article XX.	DISCRETION	16
Article XXI.	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	16
Article XXII.	ATTRIBUTION DE COMPETENCE	17
Article XXIII.	RESILIATION	17

Article XXIV. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	17
--	----

Article I. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage envers l'Université de Tours implantée sur les sites de Tours, Fondettes, La Riche (37) et Blois (41) à exécuter les prestations ci-après décrites aux conditions stipulées par le présent marché.

Article II. OBJET DU MARCHE ET CHAMP D'APPLICATION

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de maintenance préventive et corrective des fermetures automatiques installées sur les sites de l'Université de Tours.

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires en vue du fonctionnement normal et permanent de ces appareils, dans les conditions réglementaires de sécurité, notamment l'entretien, la vérification, le maintien en bon état de fonctionnement et **les réparations**.

Les types d'équipements à maintenir sont listés ci-après :

- ↳ portes automatiques,
- ↳ barrières automatiques,
- ↳ portes sectionnelles, porte de garage, portail automatique,
- ↳ rideaux métalliques.

La situation, le nombre, la nature et les références des appareils à prendre en compte dans le cadre du présent marché sont indiqués dans les annexes techniques du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les lieux d'exécution des prestations sont précisés à l'article 2-01 du CCTP.

Article III. NATURE DU MARCHE ET DUREE

Le présent marché est un marché simple à quantités définies soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique. Il est passé en application de l'article R. 2123-1 dudit code : procédure adaptée.

Le marché est conclu pour une première période de 2 ans ferme allant du 1^{er} février 2026, ou de la date de notification si celle-ci est postérieure, au 31 janvier 2028. Il est reconductible 1 fois tacitement, pour une durée n'excédant pas la durée initiale, sans toutefois que la date de fin de la période de reconduction ne puisse être postérieure au 1^{er} décembre 2029. L'Université peut décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, elle en informe le titulaire par écrit 1 mois avant la date d'échéance du marché.

Après expiration ou résiliation du marché, les deux parties contractantes restent tenues d'honorer les obligations contractées, notamment celles relative à la garantie des matériels et prestations.

Article IV. DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ

Les documents contractuels le régissant sont, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement, daté et signé, accompagné des décompositions du prix global et forfaitaire (une DPGF) et de l'annexe « Décision du pouvoir adjudicateur »,
- ✓ le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université fait seul foi,
- ✓ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) accompagné de ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université fait seul foi,
- ✓ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (dit CCAG-FCS) ; le Titulaire déclare parfaitement connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier
- ✓ la proposition technique du Titulaire,

Toute clause figurant sur les devis, factures, catalogues du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces constitutives énumérées ci-dessus, est réputée non écrite. Cela concerne notamment les conditions générales de vente du Titulaire.

Article V. DROIT, LANGUE ET MONNAIE

Tous les documents du marché, ainsi que les correspondances échangées seront rédigés en français.

La monnaie de compte du marché est l'**Euro** et l'acte d'engagement, la proposition de l'entreprise, les factures et les autres documents devront obligatoirement être chiffré dans cette monnaie par l'entreprise.

En cas de litige, le droit français est le seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents. Pour le présent marché, attribution de juridiction est faite à raison de la matière au tribunal administratif d'Orléans.

Remarque : pour tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, il est rappelé qu'il est possible de recourir, pour les deux parties, aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges ainsi qu'à l'arbitrage pour le seul pouvoir adjudicateur.

Article VI. CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PRESTATION**6.01 Représentants de l'Université de Tours et du titulaire**

Les représentants de l'Université de Tours pour l'exécution du présent marché sont :

- Le Service Technique de l'Immobilier, en charge du pilotage général du marché et de sa gestion administrative et financière,
- Les responsables des Antennes Techniques Immobilières, en charge du suivi de l'exécution du marché sur chaque site, désignés ci-dessous :

Pôle Immobilier	Responsable de l'Antenne Technique Immobilière	Téléphone	Courriel
BLOIS	Maxime RICQUE	02 54 55 21 07	maxime.ricque@univ-tours.fr
GRANDMONT	Walter SAULQUIN	02 47 36 71 04	atigrandmont@univ-tours.fr
LUTHIER	Stéphane GUY	02 47 36 75 27	Stephane.guy@univ-tours.fr
PORTALIS/PLAT D'ETAIN	Christophe PLOUSEY	02 47 36 10 59	christophe.plousey@univ-tours.fr
TANNEURS	Jean-Philippe GOUBIN	02 47 36 64 26	jean-philippe.goubin@univ-tours.fr
TONNELLE	Stéphane GUEGAN	02 47 36 60 07	stephane.guegan@univ-tours.fr

Le titulaire du marché désignera un interlocuteur unique pour l'ensemble des sites, qui sera son représentant principal pour toute question relative à l'exécution du marché (technique, administrative et financière) pendant toute la durée du marché.

6.02 Durée des travaux d'entretien

La durée des travaux d'entretien et les arrêts qu'ils provoquent doivent être aussi réduits que possible. Ils sont toujours effectués de manière à ne causer que le minimum de gêne, éventuellement inévitable.

En cas de panne grave dûment constatée entraînant l'arrêt prolongé des équipements, le Titulaire est tenu d'aviser aussitôt l'antenne Technique, ou son représentant sur site, de la nature et de l'importance de la panne, ainsi que du délai nécessaire à la réparation.

6.03 Modifications du volume des installations

L'Université de Tours se réserve le droit, au cours de l'exécution du marché, d'augmenter ou de diminuer le nombre d'équipements à entretenir par avenant, et éventuellement de résilier le marché dans le cas où la totalité des équipements serait supprimée.

Le titulaire sera informé par l'Université de l'ajout ou de la suppression d'équipements en cours de marché. Dans les deux cas, une nouvelle DPGF sera établie en accord entre les parties.

La fixation des prix forfaitaires pour les équipements ajoutés devra obligatoirement être identique avec les prix établis pour les équipements similaires et les prestations à effectuer seront les mêmes que celles prévues au CCTP pour les équipements initiaux.

6.04 Remise des installations en fin de marché

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin de marché, les installations en bon état de fonctionnement. Un procès-verbal de reprise des installations est dressé contradictoirement au plus tard huit (8) jours avant l'expiration du marché.

En cas de contestation, un expert est désigné d'un commun accord ; à défaut d'accord, l'affaire est soumise au juge du contrat, sur l'initiative de la partie la plus diligente.

6.05 Prise en compte des considérations environnementales

Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement.

A ce titre, il veillera notamment à :

- Privilégier l'utilisation de produits d'entretien et de lubrifiants à faible impact environnemental ;
- Limiter les déplacements inutiles, par exemple en mutualisant les interventions sur un même site ;
- Assurer une gestion responsable des déchets issus de ses interventions, notamment en valorisant ou recyclant les pièces et emballages lorsque cela est possible.

6.06 Dispositions diverses

Pour permettre l'exécution de toutes les prestations prévues au marché, le libre accès aux installations concernées est garanti au Titulaire par l'Université.

Les techniciens vérificateurs du Titulaire sont seuls autorisés à intervenir pour la vérification et l'entretien des équipements faisant l'objet du marché.

Le Titulaire ne peut transférer à un sous-traitant tout ou partie de l'exécution du marché que dans les conditions déterminées par les articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique (acceptation par l'Université de chaque sous-traitant et agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, notamment).

Article VII. VERIFICATION PAR L'UNIVERSITE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Un bon d'intervention sera laissé au responsable de l'antenne technique immobilière pour signature, en indiquant succinctement, avec le nom et qualité des ouvriers et agents de maîtrise du Titulaire, la date de leur visite, la nature de la prestation ou des prestations exécutée(s) ainsi que toutes observations ou suggestions concernant le fonctionnement ou l'utilisation des appareils.

Ces dispositions sont valables dans tous les cas, qu'il s'agisse des visites systématiques périodiques pour tous les équipements ou des déplacements à la demande des services de l'Université et le respect de ces dispositions est une indication importante pour l'application d'éventuelles pénalités.

Article VIII. GARANTIE TECHNIQUE ET ASSURANCE DU TITULAIRE

Le Titulaire garantit à l'Université de Tours le fonctionnement régulier de l'ensemble des fermetures automatiques.

En contrepartie, l'Université s'engage à faire exécuter, pendant la durée du marché, les travaux de mise en conformité, de réparation, qui, non compris dans l'objet du présent marché tels que définis à l'article 6.03 du CCAP et à l'article 5.05 (d) du CCTP, seraient nécessaires au fonctionnement desdites installations.

Le Titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance le couvrant de tous les risques d'accidents dont il pourrait être responsable par suite d'un défaut d'entretien ; il doit, justifier de cette souscription auprès de l'Université de Tours au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché et durant les années suivantes sur la durée du marché.

Article IX. PRIX

9.01 Prix de base initial

Le prix initial du marché, forfaitaire et établi sur une base annuelle, est celui décompté, équipement par équipement, sur la décomposition du prix globale et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement et conforme.

Les Prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **Décembre 2025**, ce mois est appelé « Mois zéro ».

9.02 Révision du prix

9.3.1 – Prix du marché

Les prix nets Hors Taxes sont fermes pendant la première année du marché.

Les prix nets Hors Taxes sont ensuite révisables annuellement (une fois par an) **à la date d'effet anniversaire du marché et selon la formule suivante :**

$$P = P_0 \times \left(0,15 + 0,30 \times \frac{FSD2}{FSD2_0} + 0,55 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} \right)$$

où :

- P = nouveau prix de règlement
- P_0 = prix de base correspondant au prix de l'offre (en valeur M0)
- $FSD2$ = indice des frais et services divers « 2 »

Consultable sur le Moniteur : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/36f431f7-d68f-4274-95c2-a175b1271949/historique>

- $ICHT-IME$ = indice du coût de la main d'œuvre dans les industries mécaniques et électriques, respectivement connus à la date de révision

Consultable sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

A l'appui de chaque modification du prix de règlement, consécutive à l'établissement d'un nouveau prix par le Titulaire, celui-ci remettra à l'administration, après l'avoir rempli, la nouvelle DPGF.

9.3.2 – Cas de plafonnement réglementaire du prix :

Si, au cours de la période d'exécution du marché, le prix venait à être plafonné par la réglementation, le prix du marché ne pourrait être supérieur au prix plafonné, à partir de la date d'effet de celui-ci.

Article X. PAIEMENTS

Le prix est payé sur factures semestrielles à terme échu et la facturation porte sur le nombre de mois entiers au cours desquels l'entretien a été assuré.

Elles seront établies au 30 juin et 31 décembre de chaque année, **par Pôle immobilier**. Pour l'ultime facture de l'année 2029, celle-ci sera établie au 30 novembre.

Elles seront transmises de façon dématérialisée via Chorus portail Pro :

Les paramètres suivants sont à prendre en considération pour le traitement des factures :

- adresse de connexion : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- identifiant : 193 708 005 00478
- service : factures sur marché public et Op. Immobilières – F_Marches
- numéro du marché ou du bon de commande : numéro obligatoire pour le traitement de la facture. (En l'absence de ce numéro, les factures sont rejetées automatiquement)

Les guides utilisateurs créés par l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat à destination des entreprises se trouvent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Les coordonnées nécessaires au dépôt des demandes de paiement sur Chorus Pro, SIRET de l'acheteur, numéro d'engagement ou de commande, code du service émetteur, sont fournies au titulaire par l'acheteur à la notification du contrat par l'envoi d'un bon de commande. L'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission et ne concerne que les seules demandes de paiement et leurs annexes.

Le service instructeur des demandes de paiement est :

Service facturier (SFACT) de l'Université de Tours
60 rue du Plat d'Etain
37020 Tours cedex
Téléphone : 02 47 36 64 35
Courriel : sfact-marches@univ-tours.fr
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour les entreprises étrangères hors Union Européenne, l'adresse de facturation est :

UNIVERSITE DE TOURS
Agence Comptable – Service Facturier
TSA 20125
37020 TOURS Cedex 1

Les factures afférentes au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- la référence obligatoire à la commande (numéro du bon de commande)
- la fourniture exécutée exactement définie, par la date, le lieu et la nature de chaque prestation notamment,
- la date de facturation,
- le numéro du marché,
- le lieu (nom pôle et le nom site d'exécution de la prestation),
- la désignation de l'équipement, }
- le repérage de l'équipement, } Se reporter aux annexes au CCTP
- la référence de l'équipement,
- le montant Hors Taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TVA incluse.

En cas d'installations nouvelles, la facturation commence le premier jour du mois qui suit la date d'expiration du délai de garantie, sous réserve que la réception définitive des installations ait été prononcée et que l'avenant correspondant ait été notifié.

En cas de suppression d'installations, la maintenance et la facturation cessent à la date précisée dans l'avenant correspondant.

Conformément au code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de trente **(30)** jours.

Le dépassement du délai précité ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux articles L2192-12 à L2192-14 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit **(8)** points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante **(40)** euros.

Article XI. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

Article XII. CAUTIONNEMENT

Le Titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

Article XIII. AVANCES

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Cette prestation n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à aux articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

Article XIV. ACOMPTES

Sans objet.

Article XV. PENALITES

Toute pénalité appliquée par l'Université de Tours est perceptible soit par déduction sur le montant de la facture relative au bon de commande lors de l'exécution duquel le manquement a été commis, soit, à tout moment jusqu'à la date de paiement du dernier bon de commande émis en exécution de l'accord-cadre, par émission d'un titre de recettes à l'encontre du titulaire.

Ce titre peut porter sur l'intégralité des pénalités applicables, sans préjudice du fait que le ou les bons de commande concerné(s) par le(s) manquement(s) ai(en)t, le cas échéant, donné lieu à un règlement, même définitif.

Les pénalités prévues au CCAP sont cumulables entre elles.

15.01 Pénalités de retard

Les délais de réalisation des différentes prestations sont précisés dans le CCTP.

Lorsque le **délai contractuel d'intervention** (cf. Article 4.04 du CCTP) à la suite de l'appel par l'Université du numéro d'astreinte sera dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourra, par heure de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **30,00 € HT** par heure.

Lorsque le **délai contractuel de remise en état** de fonctionnement des équipements (cf. Article 4.04 du CCTP) dans le cadre de la prestation de maintenance corrective sera dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **100,00 € HT** par jour.

Lorsque le **délai contractuel de remise des documents prévus au contrat** (compte-rendu des vérifications réglementaires, bons d'intervention, compte-rendu des maintenances préventives et correctives, documents techniques des matériels ou équipements remplacés dans le cadre du marché, rapports annuels d'activité, procès-verbaux contradictoires) sera dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **100,00 € HT** par jour.

Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS les modalités de calcul des pénalités de retard.

15.02 Pénalités pour mauvais fonctionnement

Le nombre toléré de pannes affectant les équipements de fermetures automatiques (des barrières, portes automatiques, portes de garage...), sera au **maximum de :**

- ✓ **8** pour une année et par équipement, situé en extérieur,
- ✓ **6** pour une année et par équipement situé en intérieur,

Le terme "Panne" se comprend comme une défaillance technique ou un dysfonctionnement ayant nécessité l'intervention du service dépannage du Titulaire. Il ne concerne pas les interventions à la suite d'usage anormal de l'un des équipements ou à la suite de dégradations (involontaires ou volontaires) par les utilisateurs.

Si le nombre constaté dépasse le nombre contractuel, les pénalités seront calculées de la manière suivante :

- 0,20 %** du prix du contrat annuel Hors Taxes lorsque **1** panne de plus,
- 0,50 %** du prix du contrat annuel Hors Taxes lorsque **2** pannes de plus,
- 2,00 %** du prix du contrat annuel Hors Taxes lorsque **3** pannes de plus,
- 10,00 %** du prix du contrat annuel Hors Taxes au-delà de **3** pannes de plus.

15.03 Pénalités pour taux d'indisponibilité

Le taux de disponibilité résulte du nombre total de jours d'arrêt d'un équipement sur un an par rapport au nombre de jours dans l'année (soit 365).

Ce taux de disponibilité s'entend hors périodes d'arrêt pour maintenance courante du matériel, sous réserve qu'elles soient parfaitement programmées à l'avance et d'une durée raisonnable. Il ne concerne pas les interventions à la suite d'usage anormal des équipements ou suite à dégradations (involontaires ou volontaires) par les utilisateurs.

Le taux de disponibilité de chacun des équipements concernés par la présente consultation ne devra pas être inférieur à **98 %**. Cette disposition signifie qu'ils devront être en service au minimum pendant **358 jours par an**.

Si le taux de disponibilité constaté est inférieur à **98 %**, les pénalités seront calculées de la manière suivante :

- 0,20 %** du prix du contrat annuel Hors Taxes lorsque 2 jours d'indisponibilité en plus,
- 0,50 %** du prix du contrat annuel Hors Taxes lorsque 4 jours d'indisponibilité en plus,
- 2,00 %** du prix du contrat annuel Hors Taxes lorsque 6 jours d'indisponibilité en plus,
- 10,00 %** du prix du contrat annuel Hors Taxes au-delà de 8 jours d'indisponibilité en plus.

Cette pénalité continuera de s'appliquer tant que l'intervention demandée par l'Université n'aura pas eu lieu ou que l'indisponibilité de l'équipement se prolongera ; l'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite par téléphone, par courrier électronique ou par tout autre moyen approprié au Titulaire, et la constatation de la disparition du désordre.

Le présent article déroge à l'article 14.2 du CCAG-FCS les modalités de calcul des pénalités pour indisponibilité.

15.04 Pénalités pour défaut de vérification réglementaire

Lorsque le titulaire ne réalise pas les visites réglementaires à la fréquence prévue au marché (article 4.02 du CCTP), celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **150,00 € HT** par jour

Le point de départ pour le calcul du nombre de jour de retard est défini ainsi :

- Date de notification du marché + 1 mois pour la première visite,
- Date de la visite précédente + 6 mois pour les suivantes.

15.05 Pénalité pour tout autre manquement aux autres obligations contractuelles

Une pénalité de 250 € par manquement aux obligations contractuelles constatées sera appliquée.

Article XVI. ORGANISATION DU TRAVAIL

16.01 Liste nominative du personnel (art. R4511.10 et R4511.11 du Code du Travail)

Le Titulaire devra après notification du présent marché, fournir au Service Technique de l'Immobilier, la liste nominative des techniciens affectés au marché ainsi que le nom du responsable. Ces informations seront tenues à la disposition de l'inspecteur du travail.

Si de nouveaux salariés sont affectés en cours d'opération, le Titulaire du marché en avisera la personne mentionnée ci-dessus et sera tenu de respecter l'ensemble des dispositions du présent document.

16.02 Encadrement du personnel

Le représentant du titulaire devra assurer un encadrement et une surveillance efficaces ; il devra se rendre aux convocations de la personne publique en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

L'administration se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux et de demander le remplacement immédiat des personnels du titulaire jugé par elles indésirables ou ne donnant pas entière satisfaction.

16.03 Accès aux locaux et équipement (art. R4512.2 et R4512.3 du Code du Travail)

Préalablement à l'exécution du marché, une inspection des lieux de travail et des équipements seront réalisée par le C.S de l'entreprise Titulaire sur les différents sites avec son représentant.

Au cours de cette inspection, les zones qui peuvent présenter des dangers pour les personnels de l'entreprise Titulaire du marché pourront être matérialisées. Seront également définies les installations sanitaires mis à disposition des salariés.

Le(s) représentant(s) de l'Université et le Titulaire du marché devront se communiquer toutes informations nécessaires à la prévention, notamment la description des travaux à effectuer, des matériels utilisés et des modes opératoires dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité.

Article XVII. CONDITIONS DE TRAVAIL

17.01 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

17.02 Travailleurs d'aptitude physique restreinte

La proportion maximale des travailleurs d'aptitude physique restreinte et leur rémunération, par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, seront conformes à la réglementation en vigueur.

17.03 Vêtements de travail

Tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence une carte signalétique personnelle. Aucun agent ne sera admis s'il est démuné de cette carte ou s'il présente une tenue négligée.

17.04 Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des agents de l'Université, des usagers et des tiers.

Article XVIII. PREVENTION ET SECURITE DE LA MAIN D'ŒUVRE

Les prescriptions définies ci-dessous seront exécutées conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail et fixant les

prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

18.01 Coordination

L'assistant de prévention, en collaboration avec le service sanitaire du Titulaire, assurera la coordination générale des mesures de prévention prises au sein de l'Université de Tours ainsi que toutes les mesures prises par les entreprises extérieures intervenant sur le site.

Le Titulaire du marché est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

L'assistant de prévention alertera le Titulaire du marché lorsqu'il sera informé d'un danger grave concernant un des salariés intervenant sur le site, même si la cause du danger est exclusivement le fait du dit titulaire, afin que les mesures de prévention soient prises.

18.02 Mesures de prévention préalable à l'exécution du marché

Le correspondant sécurité de l'entreprise Titulaire du marché devra, avant le début des prestations et sur le lieu même d'exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'il affecte à ces travaux les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

Il devra préciser les zones dangereuses, voire interdites, le balisage adopté pour les matérialiser ainsi que les pictogrammes de danger normalisés.

18.03 Accès aux sites et aux locaux intégrés au marché

Le correspondant sécurité de l'entreprise Titulaire du marché devra montrer à l'ensemble des salariés les voies à emprunter pour accéder et quitter le lieu d'intervention, aux sites, aux locaux et installations mis à leur disposition ainsi qu'à toutes les issues de secours.

Le temps ainsi passé sera assimilé à du temps de travail effectif.

18.04 Sécurité des salariés

L'assistant de prévention s'assurera auprès du Titulaire du marché que les mesures de prévention sont exécutées.

De même, lorsqu'une autre entreprise extérieure doit intervenir en même temps que le Titulaire du marché, il sera programmé une inspection commune des lieux de travail concernés.

Le Titulaire du marché sera informé de la date à laquelle doit avoir lieu l'inspection commune.

L'assistant de prévention et le correspondant sécurité du Titulaire s'assureront de la coordination des mesures de prévention rendues nécessaires

par les risques liés à l'interférence des différentes opérations. En l'absence d'inspection commune, le Titulaire du marché pourra, lorsqu'il l'estimera nécessaire pour la sécurité de son personnel, demander à l'Université (ou son représentant) d'organiser une telle inspection ou des réunions périodiques.

Les services de l'Université s'assureront auprès des chefs d'entreprises extérieures que ces derniers ont bien donné aux salariés des instructions appropriées aux risques liés à la présence de plusieurs entreprises au sein des bâtiments départementaux.

Les mesures adoptées à l'occasion de cette coordination feront l'objet d'une annexe au plan de prévention concerné.

Article XIX. HYGIENE ET SECURITE (art. R.237-7 et R.237-9 du Code du Travail)

Dès la notification du marché, au vu des informations et des éléments recueillis au cours de l'inspection commune, le Titulaire du marché et l'assistant de l'Université procéderont en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels, à l'aide d'un Plan de Prévention des Risques. Avant le début des prestations, le plan de prévention définissant les mesures qui doivent être prises en vue de prévenir les risques, sera établi et envoyé à l'Inspecteur du Travail.

Il sera tenu, pendant toute la durée des prestations, à la disposition des agents de la CRAM et de l'OPPBTP et éventuellement actualisé en cas de besoin.

Article XX. DISCRETION

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser pour d'autres fins que la réalisation du présent marché les informations qu'il est amené à connaître directement ou indirectement du fait de l'exécution des prestations. De même, le Titulaire s'engage pour lui ou toute personne agissant pour son compte à tenir confidentielle toute autre communication de renseignement, document, objet quelconque, que celle expressément prévue au présent marché, et à ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

L'Université de Tours sera fondée à résilier de plein droit le marché sans indemnité en cas de manquement du titulaire ou de l'un de ses co-traitants et/ou sous-traitants à l'obligation de discrétion.

Article XXI. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique en numéro d'identification fiscal.

Article XXII. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique.

Article XXIII. RESILIATION

La personne publique peut résilier le marché selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-Fournitures courantes et Services.

Article XXIV. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Dérogation(s) au CCAG-FCS visé à l'article 4 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières :

- ✓ L'article 15.01 déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS : calcul des pénalités
- ✓ L'article 15.03 déroge à l'article 14.2 du CCAG-FCS : calcul des pénalités